

44 De CSB à USB, en passant par CuSB (suite)

2010-2011 Une nouvelle tentative de changement au statut et au nom de mon *alma mater* a eu lieu en 2010-2011. Le 1^{ier} vote par l'AP en automne 2010 a été de 1 en faveur du projet et 38 contre.

Or, l'approche subséquente du BG a été différente de celle en 2001-2002 à plusieurs égards, ces différences ayant joué dans la décision éventuelle de l'AP d'appuyer le projet à 31 en faveur et 2 contre. (Un aspect important sur lequel il n'y a pas eu entente est celui de la présidence du Sénat ; ceux présents lors de la *crise infantine* piquée par le recteur en 2015, ils comprendront.)

Mais revenons aux raisons pourquoi l'AP, après longues discussions, a appuyé le projet.

1) Un processus beaucoup plus transparent ; pas de secrets ou de décrets ; de réelles discussions. 2) L'affiliation à UofM sera dans la loi, avec un processus pour la modifier au besoin. 3) Garanti dans la loi, au moins le $\frac{2}{3}$ des membres votants du Sénat seront des professeurs ; au moins $\frac{1}{2}$ des membres votants du Sénat seront des professeurs universitaires. 4) Le 28 janvier 2011, le président du BG Léo Robert, la rectrice Raymonde Gagné et le secrétaire-général Stéphane Dorge ont présenté le cas du BG à l'AP (une partie se trouve ci-haut) et se sont engagés à enrichir les progrès lors des 2 plus récentes rondes de négociation, de façon à ce que les conditions de travail à la future université soient comme celles aux voisines.

Suite à cette rencontre, l'AP a formé un comité mandaté de discuter avec les représentants du BG afin d'arriver à une entente, si possible. Ce scribe, avec la collaboration de Anne Séchin et Jules Rocque, s'est occupé des communications/négociations avec le BG et le secrétaire-général. Une entente a eu lieu, ce scribe ayant dépensé beaucoup de son capital politique.

Mais tout n'est pas rose. La ministre a fait traduire son propre texte de l'anglais vers le français. Il y a eu plusieurs erreurs majeures lors de cet exercice. En voici un exemple : en préambule, le texte en anglais reconnaît que la province a une obligation de *promote and enhance*, tandis que la traduction utilise un seul verbe, vraiment beaucoup plus faible, *favoriser*.

L'AP a agi comme membre loyal de l'institution et n'a pas publiquement divulgué ces erreurs, car le projet aurait alors été retiré, mais pas réintroduit à cause de l'élection qui s'en venait. Le gouvernement se serait fait ridiculiser et aurait vraisemblablement perdu son élection : même pas capables de traduire *promote and enhance* ! Et aujourd'hui, il n'y aurait pas d'USB.

Prochain thème : la deuxième table commune.

Rolland Gaudet, scribe
2020-10-02

Écoutez au moins. Je ne suis pas votre ennemi, malgré les apparences.

Albert Camus (1913-1960)